

**COMMUNE DES ORRES**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2025-122

Séance du 04 décembre 2025  
Convoqué le 24 novembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le quatre du mois de décembre, le Conseil municipal de la commune des Orres s'est réuni en séance ordinaire en Salle du Conseil municipal (Mairie – 2 rue Dessus Vière – 05200 Les Orres) sous la présidence de Monsieur Pierre VOLLAIRE, Maire.

Membres en exercice : 14

Membres présents : 10

Résultat du vote :

Votants : 13

Pour : 13

Contre : 00

Abstentions : 00

Présents : Mmes BOU Suzanne, ROUX Chantal, MM. BONNAFFOUX Sébastien, CEAS Benoît, LAGIER Robert, MEGARNI Stéphane, MEYSSIREL Bernard, MEYSSIREL Cédric, NOEL Hervé, VOLLAIRE Pierre

Absents : M. LAURENS Ludovic

Pouvoirs : Mme CHOSSAT Martine à M. NOEL Hervé, Mme FORME Sonia à Mme ROUX Chantal, M. AUBERT Sébastien à M. BONNAFFOUX Sébastien

Secrétaire : Mme ROUX Chantal

**PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX MUTUELLES SANTE ET MAINTIEN DE SALAIRE  
DES AGENTS MUNICIPAUX**

**Vu** le Code général de la Fonction Publique, et en particulier son article 452-42,

**Vu** le Code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

**Vu** le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

**Vu** le décret n°2022-581 du 22 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

**Vu** l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, prise en application de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique,

**Vu** la délibération n°2020-104 de la commune des Orres portant adhésion au contrat groupe pour la mutuelle santé auprès du Centre de Gestion des Hautes-Alpes,

**Vu** la délibération n°2024-146 de la commune des Orres portant adhésion au contrat groupe pour la prévoyance auprès du Centre de Gestion des Hautes-Alpes,

**Considérant** la revalorisation de la participation employeur au 01/01/2026,

Monsieur le Maire propose les montants de participation mensuels et par agent adhérent aux contrats groupes : de 7€ pour la prévoyance et de 15€ pour la mutuelle santé.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de verser les participations financières :
  - aux agents titulaires et stagiaires de la Commune, en position d'activité ou détachés auprès de celle-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet,
  - aux agents non titulaires (de droit public ou de droit privé) en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité, employés de manière continue depuis au moins 6 mois qui adhéreront aux contrats conclus dans le cadre de la convention de participation du CDG 05
- **FIXE** le niveau de participation de la collectivité pour tous les agents signataires desdits contrats groupes comme suit :
  - pour le risque prévoyance : 7 €/mois
  - pour la mutuelle santé : 15 €/mois
- **DIT** que les participations sont versées mensuellement et directement aux agents ;
- **INSCRIT** les crédits nécessaires au budget dès 2026.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,

La Secrétaire de Séance  
Chantal ROUX



Le Maire,  
Pierre VOLLAIRE



*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa notification ou publication, en application de l'article R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :*

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.